

LA LETTRE MENSUELLE

AGAUREPS-Prométhée

N° 74 - Novembre 2010

L'AGAUREPS-Prométhée (Association pour la Gauche Républicaine et Sociale – Prométhée) met en place une Lettre mensuelle destinée à diffuser l'information auprès d'un plus large public.

Sommaire

« Luttés sociales, combats républicains »

Editorial de Francis DASPE

Comptes-rendus des réunions de l'AGAUREPS-Prométhée

Bazas, Mont-de-Marsan, Champigny-sur-Marne

Les dix stratégies de manipulation des masses selon Noam Chomsky

Brèves d'octobre 2010

Agenda de l'AGAUREPS-Prométhée : réunion de Bazas le 26 novembre 2010

Une fiche d'adhésion (facultative...) pour 2010

ASSOCIATION POUR LA GAUCHE REPUBLICAINE ET SOCIALE – Prométhée

Chez Francis Daspe - 36 cours des Fossés Appt B 3 - 33 210 LANGON

Courriel : contact@agaureps.org

Site internet : www.agaureps.org

Si vous ne souhaitez plus recevoir la Lettre du mois de l'AGAUREPS-Prométhée, veuillez l'indiquer à l'adresse suivante : contact@agaureps.org

Luttes sociales, combats républicains

Ce numéro de la Lettre du mois de l'AGAUREPS-Prométhée accorde une place de choix aux comptes-rendus des réunions organisées depuis la rentrée par notre association. En l'espace d'un mois, trois se sont déroulées, à Bazas, Mont-de-Marsan et Champigny-sur-Marne, situées au milieu d'intenses sollicitations militantes en cette période de convergence croissante des luttes. L'AGAUREPS-Prométhée prend bien évidemment toute sa place dans le combat collectif en combinant réflexion et action.

La diversité des thèmes abordés au cours de ces réunions a en été d'autant plus enrichie par leur approche sous différents angles. La question scolaire a été en effet abordée par plusieurs entrées complémentaires : l'offensive libérale qui débouche sur une marchandisation accrue, la mise en place progressive d'une école à deux vitesses, les fondamentaux de la méthode adoptée par le gouvernement pour détruire l'école de la République. Le sujet brûlant des retraites a fait l'objet d'une réflexion sur le fond qui a clairement montré l'existence d'un projet alternatif à celui porté par le gouvernement puis d'un état des lieux des perspectives créées par un mouvement social allant crescendo.

Concernant ce dossier des retraites, il ne fait pas de doute que le combat des idées est d'ores et déjà gagné : le projet Sarkozy/Woerth/Bettencourt tel qu'on a pu le lire ou l'entendre dans les cortèges n'est pas le seul possible. Les supposées contraintes démographiques ne constituent pas le critère unique déterminant les contours d'une réforme : il s'agit plus que jamais d'une question de répartition des richesses. L'offensive gouvernementale en la matière a pitoyablement échoué : une grande majorité de nos concitoyens est désormais persuadée que l'on peut faire autrement.

Pour y parvenir, il a cependant fallu aux opposants à ce projet déployer des trésors de pédagogie et de persévérance. L'AGAUREPS-Prométhée y a contribué à sa mesure, par l'action résolue de terrain de ses adhérents ou par l'impact du numéro spécial consacré aux retraites de sa Lettre de juin dernier.

Il était vital de contrecarrer les effets d'une intense propagande visant à faire intérioriser à la population la prétendue inéluctabilité d'une formidable régression sociale. L'artillerie lourde avait été conviée par les possédants. Le texte intitulé « Les dix stratégies de manipulation des masses selon Noam Chomsky » qui a été intégré à cette Lettre du mois devrait être connue de tous les démocrates sincères. Il doit l'être visiblement de tous les autres qui s'échinent à dénaturer le fonctionnement démocratique des institutions républicaines...

La méthode utilisée par le gouvernement pour étouffer le mouvement se caractérise par un mixte de désinformation grossière, de provocations policières et de réactions disproportionnées. Son seul mérite est d'éclairer d'une actualité nouvelle le court extrait du discours prononcé par Jean Jaurès en 1906 devant la représentation nationale que nous reproduisons dans les Brèves du mois. Il oppose « la brutalité visible et saisissable des actes » des ouvriers à celle des grands patrons se décidant « à huis clos, dans la sécurité, dans l'intimité d'un conseil d'administration » et « s'évanouit dans une sorte d'obscurité ». Laquelle est la plus répréhensible ? Et si pour en décider on faisait intervenir des critères éminemment républicains comme ceux d'intérêt général et de souveraineté populaire ? A moins qu'il ne s'agisse de vieilleries face à la supposée « seule politique possible » ?

L'AGAUREPS-Prométhée a fait son choix... Les luttes sociales s'inscrivent pleinement dans les combats républicains d'approfondissement de la démocratie.

Francis DASPE - 23 / 10 / 2010

O
T
E
E

Comptes-rendus des réunions de l'AGAUREPS-Prométhée

Réunion de Bazas du 15 septembre 2010

1 / Débat de gestion locale : « Taxe ou redevance pour le financement des syndicats intercommunaux ? »

Francis Daspe indique les caractéristiques majeures de ces deux modes de financement possibles. La taxe est prélevée sur les impôts fonciers des propriétaires ; la redevance est déterminée selon le nombre d'habitant par foyer. Ces deux modes sous-tendent en fait des visions idéologiques totalement opposées : la redevance s'inscrit dans une logique marchande s'adressant à des clients tandis que la taxe se réfère davantage à une logique de service public intégrant des préoccupations de solidarité.

Si la taxe dans son principe est jugée préférable, il n'en reste pas moins qu'elle comporte quelques imperfections qui ne doivent pas être négligées : plus grande difficulté de mise en place, moins grande valeur incitative. Surtout elle est calculée à partir d'impôts locaux injustes car ne prenant pas en compte le niveau de richesse. La meilleure solution serait que la taxe intègre des critères tenant compte du revenu fiscal des usagers.

Cette question du mode de financement des syndicats intercommunaux fait apparaître toute sa dimension idéologique, alors qu'elle est souvent ravalée au rang de question purement technique dans laquelle les réflexions purement politiques n'auraient pas leur place au nom d'une gouvernance obscure.

Pour approfondir le sujet, se référer à une Brève de l'AGAUREPS-Prométhée de Francis Daspe d'avril 2007 traitant du cas de la collecte des ordures ménagères.

2 / Le grand débat d'actualité : « Les retraites, un projet de société »

Patrice Kadionik expose les différents aspects de la question des retraites tels qu'ils se posent aujourd'hui : organisation et fonctionnement du système par répartition, situation actuelle avec les difficultés de financement, historique des réformes depuis 1993, pistes de solutions alternatives envisageables etc...

Le débat montre bien qu'il existe des alternatives aux projets gouvernementaux : il s'agit avant tout d'une question de répartition des richesses déterminant un projet de société aux antipodes de celui avancé par les libéraux.

Ceux-ci veulent avant tout détruire le système solidaire par répartition afin de lui substituer progressivement (parfois brutalement) des éléments de capitalisation. L'enjeu est clairement identifié : les cotisations retraites échappant pour l'instant aux marchés financiers, le but est donc de mettre cette masse d'argent non négligeable à la disposition de la spéculation.

La question des retraites ne doit pas être isolée d'une offensive générale contre l'ensemble du pacte républicain et social issu du programme du Conseil national de la Résistance (protection sociale, services publics, fiscalité redistributive etc...).

La question des retraites met en jeu un projet de société : ce n'est absolument pas un sujet strictement démographique et budgétaire comme s'évertuent à le faire croire les libéraux. Les choix effectués sont fondamentalement idéologiques. A une question collective proposant des choix de civilisations, les libéraux voudraient nous pousser à rechercher des solutions purement individuelles. Ce « chacun pour soi » est en réalité une fuite en avant totalement illusoire qui conduit à une impasse : ce sera au final le triomphe du « personne pour tous, chacun contre chacun ».

Francis DASPE

Pour approfondir la question, se référer à la Lettre du mois de juin 2010 de l'AGAUREPS-Prométhée qui était un numéro spécial « Retraites ».

Réunion de Mont-de-Marsan du 22 septembre 2010

1 / La demi-heure de l'actualité politique et sociale : « Libertés politiques et régression anti-démocratique »

Xavier Dumoulin présente le sujet en mettant en évidence la double menace touchant à la fois les droits de l'homme et les fondements de la République sociale. Il fait remonter les origines du processus au début des années 1980. On assiste aujourd'hui à une amplification significative : la conjonction actuelle entre la stigmatisation des Roms et l'agression contre le monde du travail via la réforme des retraites illustre les deux faces d'un même projet de régression généralisée.

L'amplification actuellement à l'œuvre s'explique par l'offensive conjointe du néolibéralisme et du néo-conservatisme qui constituent les deux piliers du sarkozysme. La nature réelle du sarkozysme suscite de nombreuses interrogations. La situation conduit à un véritable recul de civilisation. Le sarkozysme signifie en fait une éclipse du politique, aux antipodes du volontarisme affecté dont s'était targué le candidat à l'occasion de la campagne des présidentielles de 2007, laissant la voie libre à la toute puissance du marché et à l'américanisation de la société.

Le sarkozysme a su réaliser une synthèse des « trois droites » identifiées de manière classique : conservatrice, bonapartiste et libérale. La part respective de chacune de ces trois tendances fait l'objet de débats : il apparaît que la finalité soit avant tout libérale, considérant que les deux autres constituent des leviers favorisant un partage inégal des richesses au profit d'une minorité et au détriment de l'intérêt du plus grand nombre. Il s'agit donc nettement d'un épisode supplémentaire de la lutte des classes.

La gauche républicaine et sociale, dans une perspective pleinement prométhéenne, est confrontée à un double défi de civilisation : reconquérir l'hégémonie culturelle, élaborer une alternative (et non se contenter d'une simple alternance quasi mécanique) en capacité de redonner espoir à la majorité du peuple. L'enjeu ne saurait être sous-estimé : il a trait à la préservation et à la consolidation des éléments constitutifs du pacte social et républicain que deux siècles de combats ouvriers et démocratiques ont façonné.

Des Actes seront rédigés très prochainement par Xavier Dumoulin à partir des notes ayant servi à son intervention et des enrichissements apportés par les différents échanges qui s'en sont ensuivis.

2 / Le grand débat de l'AGAUREPS-Prométhée : « Un empilement de contre-réformes pour une Ecole à deux vitesses ? »

Francis Daspe débute son intervention en pointant la double menace que l'accumulation de réformes dans la sphère éducative fait peser de manière convergente : une offensive libérale de grande ampleur et une attaque contre les valeurs républicaines.

L'Ecole est une question fondamentalement idéologique dans la mesure où elle contribue à dessiner des projets politiques, au sens premier du terme, foncièrement antagonistes. Les libéraux s'ingénient à dénier cette dimension à l'Ecole dans l'espoir de faire croire, comme en d'autres domaines, à l'existence d'une seule politique possible.

Plusieurs thématiques sont présentées, suscitant ensuite débats et échanges : le processus de marchandisation, le rapport aux savoirs, l'articulation entre démocratisation et massification, les finalités du système éducatif, les évolutions contrastées du marché du travail, la valeur du diplôme etc...

Les différentes réformes, qualifiées de contre-réformes, sont envisagées à travers ce prisme : bac pro 3 ans, réforme du lycée, autonomie, jardins d'éveil, mastérisation, statuts, socle commun au collège etc...

La stratégie gouvernementale vise à l'instauration d'une école à deux vitesses, autre levier sans aucun doute pour la classe dirigeante afin de mener à son profit la lutte des classes dans le but de conserver ses positions prédominantes. Pour ce faire elle tend à organiser sciemment la pénurie (pour le public, pas pour le privé) et utilise la méthode du dénigrement systématique pour « jeter le bébé avec l'eau du bain ». Les attaques se font à différentes échelles : nationale avec la RGPP, européenne avec la concurrence libre et non faussée, mondiale avec la libéralisation et la dérégulation de l'ensemble des services dans le cadre de l'OMC et de l'AGCS.

La finalité de l'Ecole est rappelée : former des citoyens libres et éclairés possédant les clés de leur émancipation individuelle et contribuant pleinement à l'émancipation collective.

Francis DASPE

Pour approfondir la question, se référer à plusieurs textes :

- 4 tribunes parues dans la presse nationale ces derniers mois

François COCQ et Francis DASPE, [Le serment de Vincennes plus que jamais d'actualité](#) (parution dans L'Humanité en juin 2010)

François COCQ et Francis DASPE, [L'Ecole face au fléau de la marchandisation](#) (parution sur le site Lemonde.fr en août 2010)

Francis DASPE, [Contrecarrer la dérive vers une école à deux vitesses](#) (parution dans Sud-Ouest en août 2010)

François COCQ et Francis DASPE, [Placer l'éducation au service d'une nouvelle émancipation](#) (parution dans L'Humanité en septembre 2010)

- 4 textes de l'AGAUREPS-Prométhée

Francis DASPE, [Le vrai visage de l'autonomie : une gestion libérale pour une Ecole à deux vitesses](#), Novembre 2007

Francis DASPE, [Un projet de société en arrière-plan : la réforme de l'enseignement professionnel](#), Janvier 2008

Mathieu DUMOULIN, [De la lettre aux éducateurs au rapport Pochard : la stratégie du décalage entre propos, intentions et actes](#), Avril 2008

Francis DASPE, [Trouver la juste articulation entre massification et démocratisation](#), Août 2008

Réunion de Champigny-sur-Marne du 14 octobre 2010

1 / La demi-heure de l'actualité politique et sociale : « Quelles perspectives du mouvement social des retraites ? »

François Cocq présente l'état de la mobilisation en faveur de la défense des retraites. La mobilisation monte visiblement en puissance, bénéficiant du soutien croissant de l'opinion populaire. Un triple verrou est en passe de sauter, conduisant de la sorte à un basculement très net.

La conviction qu'une politique alternative à celle proposée par le gouvernement gagne du terrain, ce qui n'était pas forcément le cas il y a quelques semaines tant le sentiment de résignation aux soi-disant contraintes démographiques qui nous étaient assénées par la propagande gouvernementale avait tendance à avoir contaminé les esprits : en cela nous pouvons dire que le combat des idées est en passe d'être remporté face à la tyrannie de la « seule politique possible ». Le parallèle est fait avec la campagne référendaire de 2005 sur le Traité constitutionnel européen qui s'était conscrétisée par un niveau de conscientisation élevée des citoyens sur une question pourtant complexe ayant conduit au final à un basculement au sein de l'électorat.

Le second élément a trait à la capacité du mouvement social à faire reculer le gouvernement : les défaites précédentes restaient présentes à l'esprit. A cet égard, il est souhaité de davantage valoriser les succès des mobilisations sociales (le projet Juppé de 1995, le CPE en 2005, ou d'autres plus catégoriels et moins médiatisés comme par exemple l'abrogation en 2007 du décret de Robien dans l'éducation évoquée dans le débat suivant) et éviter de tomber par principe dans un fatalisme de mauvais aloi.

Enfin cette mobilisation ne sera pas sans effet à moyen terme sur l'ensemble des partis politiques de gauche : les reculs programmatiques seront difficiles à assumer devant les militants et l'opinion.

André Deluchat fait remarquer que la préservation de l'unité syndicale était loin d'être acquise. Elle constitue un gage de renforcement du mouvement social, afin qu'une situation similaire à celle de 2003 ne se reproduise pas, même si nous aurions souhaité que les mots d'ordre d'appel à la grève soient plus nets.

L'autisme du gouvernement pose la question de l'exercice effectif de la souveraineté populaire et de la démocratie. Le lien est fait avec le thème du débat de la précédente réunion de Champigny-sur-Marne du 20 mai dernier qui portait sur « Quels citoyens pour une VI^e République ? » dont les Actes sont désormais disponibles et ont été diffusés. Son actualité est flagrante.

Les modifications du paysage syndical seront délicates à évaluer. Elles sont à relier à la question de la représentativité et des prochaines élections professionnelles.

2 / Le grand débat d'actualité : « Un empilement de contre-réformes pour une Ecole à deux vitesses ? »

Francis Daspe insiste dans son propos introductif destiné à ouvrir un large débat sur la méthode de démantèlement de l'Ecole de la République utilisée par les différents gouvernements ralliés au libéralisme. Cette méthode peut se résumer en trois mots : pénurie, supercherie, dénigrement.

La pénurie dans l'École publique est orchestrée par les libéraux : suppressions de postes, réduction drastique des moyens, savoirs minimalistes et utilitaristes. Dans le même temps, les établissements privés ne subissent pas des restrictions de la même ampleur et sont au contraire favorisés.

La supercherie consiste à faire le contraire de ce qui est affirmé de manière vertueuse : par exemple, renforcer les savoirs alors qu'on les réduit à la portion congrue (le socle commun des compétences au collège ou la réforme des lycées), lutter contre l'échec alors qu'on supprime tous les dispositifs et toutes les structures de soutien (les RASED), individualiser les apprentissages alors que les effectifs par classe ne cessent d'augmenter, améliorer la formation des enseignants alors qu'on supprime les structures de formation (mastérisation), revaloriser le métier d'enseignant alors qu'on casse les statuts etc...

Après avoir créé ces difficultés, les libéraux dénigrent l'École accusée des pires insuffisances, souvent à l'aide de comparaisons contestables, biaisées et instrumentalisées. Le but consiste à faire apparaître la solution de la privatisation comme souhaitable. La concurrence est ainsi « faussée, non libre et déloyale »...

La finalité est double : favoriser la marchandisation afin de faire de l'éducation un secteur rentable aux appétits privés, instaurer une école à deux vitesses afin de s'affranchir de l'impératif de mixité sociale pourtant déjà largement battu en brèche.

La discussion permet d'approfondir quelques questions comme la baisse de la scolarisation en maternelle, les savoirs à l'école élémentaire, la formation des enseignants, l'orientation, les rythmes scolaires. Les échanges sur la mixité sociale montrent à la fois la nécessité d'agir, les difficultés rencontrées mais aussi la puissance du volontarisme requis afin de changer véritablement la situation.

Quel que soit le domaine, la cohérence de l'offensive libérale et la convergence des mesures sont relevées et mises en évidence. L'École est bien un secteur privilégié de l'offensive libérale, l'empilement de contre-réformes conduisant progressivement au démantèlement de l'École de la République au profit d'intérêts privés. Les fondements d'une politique de classes sont nettement perceptibles dans ce secteur comme dans d'autres.

Francis DASPE

Aux textes permettant approfondissements cités ci-dessus dans le compte-rendu de la réunion de Mont-de-Marsan, ajouter une nouvelle tribune parue dans la presse depuis :

François COCQ et Francis DASPE, [La mastérisation ou l'offensive libérale du gouvernement à l'École](#) (parution sur le site internet de Marianne2 le 23 octobre 2010)

Les dix stratégies de manipulation des masses selon Noam Chomsky

Le linguiste nord-américain Noam Chomsky a élaboré une liste des « Dix Stratégies de Manipulation » à travers les média. Nous la reproduisons ici. Elle détaille l'éventail, depuis la stratégie de la distraction, en passant par la stratégie de la dégradation jusqu'à maintenir le public dans l'ignorance et la médiocrité.

1/ La stratégie de la distraction

Élément primordial du contrôle social, la stratégie de la diversion consiste à détourner l'attention du public des problèmes importants et des mutations décidées par les élites politiques et économiques, grâce à un déluge continu de distractions et d'informations insignifiantes. La stratégie de la diversion est également indispensable pour empêcher le public de s'intéresser aux connaissances essentielles, dans les domaines de la science, de l'économie, de la psychologie, de la neurobiologie, et de la cybernétique.

« Garder l'attention du public distraite, loin des véritables problèmes sociaux, captivée par des sujets sans importance réelle. Garder le public occupé, occupé, occupé, sans aucun temps pour penser, de retour à la ferme avec les autres animaux. » Extrait de « Armes silencieuses pour guerres tranquilles »

2/ Créer des problèmes, puis offrir des solutions

Cette méthode est aussi appelée « problème-réaction-solution ». On crée d'abord un problème, une « situation » prévue pour susciter une certaine réaction du public, afin que celui-ci soit lui-même demandeur des mesures qu'on souhaite lui faire accepter. Par exemple: laisser se développer la violence urbaine, ou organiser des attentats sanglants, afin que le public soit demandeur de lois sécuritaires au détriment de la liberté. Ou encore : créer une crise économique pour faire accepter comme un mal nécessaire le recul des droits sociaux et le démantèlement des services publics.

3/ La stratégie de la dégradation

Pour faire accepter une mesure inacceptable, il suffit de l'appliquer progressivement, en « dégradé », sur une durée de 10 ans. C'est de cette façon que des conditions socio-économiques radicalement nouvelles (néolibéralisme) ont été imposées durant les années 1980 à 1990. Chômage massif, précarité, flexibilité, délocalisations, salaires n'assurant plus un revenu décent, autant de changements qui auraient provoqué une révolution s'ils avaient été appliqués brutalement.

4/ La stratégie du différé

Une autre façon de faire accepter une décision impopulaire est de la présenter comme « douloureuse mais nécessaire », en obtenant l'accord du public dans le présent pour une application dans le futur.

Il est toujours plus facile d'accepter un sacrifice futur qu'un sacrifice immédiat. D'abord parce que l'effort n'est pas à fournir tout de suite. Ensuite parce que le public a toujours tendance à espérer naïvement que « tout ira mieux demain » et que le sacrifice demandé pourra être évité. Enfin, cela laisse du temps au public pour s'habituer à l'idée du changement et l'accepter avec résignation lorsque le moment sera venu.

5/ S'adresser au public comme à des enfants en bas-âge

La plupart des publicités destinées au grand-public utilisent un discours, des arguments, des personnages, et un ton particulièrement infantilisants, souvent proche du débilitant, comme si le spectateur était un enfant en bas-âge ou un handicapé mental. Plus on cherchera à tromper le spectateur, plus on adoptera un ton infantilisant. Pourquoi ?

« Si on s'adresse à une personne comme si elle était âgée de 12 ans, alors, en raison de la suggestibilité, elle aura, avec une certaine probabilité, une réponse ou une réaction aussi dénuée de sens critique que celles d'une personne de 12 ans ». Extrait de « Armes silencieuses pour guerres tranquilles »

6/ Faire appel à l'émotionnel plutôt qu'à la réflexion

Faire appel à l'émotionnel est une technique classique pour court-circuiter l'analyse rationnelle, et donc le sens critique des individus. De plus, l'utilisation du registre émotionnel permet d'ouvrir la porte d'accès à l'inconscient pour y implanter des idées, des désirs, des peurs, des pulsions, ou des comportements...

7/ Maintenir le public dans l'ignorance et la bêtise

Faire en sorte que le public soit incapable de comprendre les technologies et les méthodes utilisées pour son contrôle et son esclavage.

« La qualité de l'éducation donnée aux classes inférieures doit être la plus pauvre, de telle sorte que le fossé de l'ignorance qui isole les classes inférieures des classes supérieures soit et demeure incompréhensible par les classes inférieures ». Extrait de « Armes silencieuses pour guerres tranquilles »

8/ Encourager le public à se complaire dans la médiocrité

Encourager le public à trouver « cool » le fait d'être bête, vulgaire et inculte...

9/ Remplacer la révolte par la culpabilité

Faire croire à l'individu qu'il est seul responsable de son malheur, à cause de l'insuffisance de son intelligence, de ses capacités, ou de ses efforts. Ainsi, au lieu de se révolter contre le système économique, l'individu s'auto-dévalue et culpabilise, ce qui engendre un état dépressif dont l'un des effets est l'inhibition de l'action. Et sans action, pas de révolution !

10/ Connaître les individus mieux qu'ils ne se connaissent eux-mêmes

Au cours des 50 dernières années, les progrès fulgurants de la science ont creusé un fossé croissant entre les connaissances du public et celles détenues et utilisées par les élites dirigeantes. Grâce à la biologie, la neurobiologie, et la psychologie appliquée, le « système » est parvenu à une connaissance avancée de l'être humain, à la fois physiquement et psychologiquement.

Le système en est arrivé à mieux connaître l'individu moyen que celui-ci ne se connaît lui-même. Cela signifie que dans la majorité des cas, le système détient un plus grand contrôle et un plus grand pouvoir sur les individus que les individus eux-mêmes.

La protection sociale ne doit pas devenir une coquille vide

Il s'agit d'un communiqué de presse du Comité Sud-Gironde du Parti de Gauche qui a été diffusé dans Le Républicain, édition du 14 octobre 2010.

Alors même que la mobilisation populaire contre le projet gouvernemental des retraites bat son plein, le plan présenté par le gouvernement visant à limiter le déficit de l'Assurance-maladie sonne comme une attaque supplémentaire contre la Sécurité sociale dans son ensemble. L'Assurance-vieillesse et l'Assurance-maladie, deux des quatre branches de la Sécurité sociale, constituent en effet les piliers du système de protection sociale fondé sur la solidarité. Le but est conforme au souhait de l'ancien numéro deux du Medef : démanteler le pacte républicain et social issu du Conseil national de la Résistance et de l'œuvre du Front populaire.

Le Comité Sud-Gironde du Parti de Gauche dénonce toutes les mesures visant au final à faire supporter aux citoyens les plus modestes, qu'ils soient actifs, retraité ou malades, le coût des déficits : déremboursements de médicaments et prise en charge dégradée des soins hospitaliers dans le cadre du ticket modérateur qui s'ajoutent aux franchises ou dépassements d'honoraires.

Ces dispositions s'inscrivent dans un projet de société reposant sur une individualisation croissante des prises en charge détruisant les cadres collectifs solidaires et sur la volonté de considérer la santé comme une marchandise soumise à concurrence.

Aux antipodes des valeurs de la République sociale qui ne doit pas devenir une coquille vide, ce projet est inacceptable.

Francis DASPE - 30 / 09 / 2010

Le vertige des chiffres (suite...)

La France a ratifié avec l'ONU l'engagement de consacrer à l'aide aux pays pauvres 0,7% de son PIB. Pour l'année 2010, cette aide ne dépassera pas 0,44%.

Le nombre de personnes qui n'ont pas accès à l'eau potable s'élève à 1,5 milliard. Plus de 2 milliards d'habitants de la planète ne disposent pas de latrines.

Dans le monde, 33,4 millions de personnes vivent avec le virus du sida. 22,4 millions de celles-ci se localisent en Afrique subsaharienne.

En France il y environ 7 000 nouvelles contaminations chaque année alors qu'on en recense 2,7 millions dans le monde dont 1,9 million en Afrique subsaharienne.

Thierry DONGUAT 18 / 09 / 2010

L'amendement Copé : un cadeau de plus aux entreprises

Depuis 2007, les entreprises peuvent ne plus payer d'impôt sur les plus-values lorsqu'elles vendent leurs filiales. Ceci s'explique par l'amendement Copé, du nom de l'ancien ministre délégué au Budget, voté en 2004 et entré en vigueur trois ans plus tard. Il permet d'exonérer d'impôt sur les sociétés (le taux de l'IS est de 33,3 %) les plus-values encaissées par les entreprises lorsqu'elles vendent leurs filiales ou participations détenues pendant au moins deux ans.

Cette disposition a été prise au nom de la compétitivité fiscale : elle visait à aligner la France sur les régimes d'imposition de sociétés holding les plus favorables tels ceux des Pays-Bas et à éviter la délocalisation des grands sièges sociaux.

Cette « superniche fiscale » a coûté au final 22 milliards d'euros au budget en trois années. Des entreprises comme Danone ou Suez ont ainsi économisé au titre de l'impôt sur les sociétés respectivement 500 et 800 millions d'euros.

Dans ces conditions, difficile de clamer qu'il est impossible de trouver un peu d'argent pour financer les retraites par répartition...

Sylvie ERBANI - 05 / 10 / 2010

Nome ou le démantèlement programmé du service public de l'énergie

Le projet de loi sur la nouvelle organisation du marché de l'électricité, appelé Nome, est présenté comme la réforme la plus importante dans le secteur depuis 1946, date de la nationalisation du secteur de l'électricité. Il doit obliger EDF à céder une partie de sa production nucléaire, jusqu'à un quart, à ses concurrents à un prix inférieur à celui du marché. Et ceci à partir du 1^{er} janvier 2011.

En effet, depuis l'ouverture à la concurrence du marché de l'électricité exigée par Bruxelles, aucun concurrent d'EDF n'a pu s'imposer. Il faut dire qu'avec son parc nucléaire, l'électricien français bénéficie de faibles coûts de production. Avec cette loi, la France espère établir une libre concurrence entre tous les acteurs du marché français et doit mettre un terme au Tartam (Tarif Réglementé Transitoire d'Ajustement du Marché).

Puisque la concurrence ne fonctionne pas, 96% des Français étant restés fidèles à l'opérateur historique, le gouvernement, pour complaire à la Commission de Bruxelles, a décidé de la créer artificiellement. Tant pis si les conséquences financières pour les particuliers seront significatives avec des hausses de tarifs évaluées entre 7 et 11% !

Sylvie ERBANI - 05 / 10 / 2010

Une perception sélective de la violence ?

Il s'agit d'un extrait d'un discours de Jean Jaurès prononcé à la Chambre des députés le 19 juin 1906. C'est une réponse faite à Georges Clemenceau qui avait réprimé durement une grève de mineurs en 1906.

« Oui, monsieur le ministre, la violence, c'est chose grossière, palpable, saisissable chez les ouvriers : un geste de menace, il est vu, il est noté. Un acte de brutalité, il est vu, il est retenu. Une démarche d'intimidation est saisie, constatée, traînée devant les juges.

Le propre de l'action ouvrière dans ce conflit, lorsqu'elle s'exagère, lorsqu'elle s'exaspère, c'est de procéder, en effet, par la brutalité visible et saisissable des actes. Ah ! Le patronat n'a pas besoin, lui, pour exercer une action violente, de gestes désordonnés et de paroles tumultueuse ! Quelques hommes se rassemblent, à huis clos, dans la sécurité, dans l'intimité d'un conseil d'administration, et à quelques-uns, sans violence, sans gestes désordonnés, sans éclats de voix, comme des diplomates causant autour du tapis vert, ils décident que le salaire raisonnable sera refusé aux ouvriers ; ils décident que les ouvriers qui continuent la lutte seront exclus, seront chassés, seront désignés par des marques imperceptibles, mais connues des autres patrons, à l'universelle vindicte patronale. [...]

Ainsi, tandis que l'acte de violence de l'ouvrier apparaît toujours, est toujours défini, toujours aisément frappé, la responsabilité profonde et meurtrière des grands patrons, des grands capitalistes, elle se dérobe, elle s'évanouit dans une sorte d'obscurité. »

Transmis par Francis DASPE - 21 / 10 / 2010

Agenda des réunions de l'AGAUREPS-Prométhée

A Langon, le 26 / 10 / 2010

Chers camarades,

L'AGAUREPS-Prométhée vous convie à une réunion de travail

Vendredi 26 novembre 2010 à BAZAS

Salle des permanences, place de la Cathédrale

à partir de 20 heures 30

Ordre du jour :

- | **Débat local** : « Les effets de la mondialisation à Bazas : le cas de Fontmarty » (introduction de Francis Daspe)
- | **Débat général** : « Redonner à l'École de la République les moyens de ses missions » (introduction de Patrice Kadionik)

Amitiés républicaines et sociales

Pour l'AGAUREPS-Prométhée, le Secrétaire général Francis Daspe

Tél : 06 07 34 33 81

NB : La réunion se terminera par le verre de l'amitié

AGAUREPS-Prométhée

ASSOCIATION POUR LA GAUCHE RÉPUBLICAINE ET SOCIALE

••• Chez Francis Daspe - 36 cours des Fossés Appt B 3 - 33120 LANGON
••• Tél : 05 56 76 87 66 - Courriel : contact@agaureps.org - Site internet : www.agaureps.org

FICHE D'ADHESION ANNEE 2010

NOM :

Prénom :

Date et lieu de naissance :

Adresse :

Numéro(s) téléphone(s) :

Courriel :

Profession :

Le montant de l'adhésion annuelle est fixé à **10 Euros**. Le règlement peut se faire en espèces ou par chèque à l'ordre de l'AGAUREPS-Prométhée. Envoyer tout courrier à l'adresse indiquée en en-tête.